



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs - section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

**VOTONS CONTRE
LE GOUVERNEMENT !**



**Appuyons le programme
de la FGTB-Charleroi**



PRÉPARONS LES LUTTES À VENIR !

Elections : pour un programme anticapitaliste, porté par les travailleurs

Les conditions de travail et de vie n'ont cessé de se dégrader ces dernières années. Nous pensons aux travailleurs et allocataires sociaux bien sûr, non pas aux managers des grandes entreprises, aux actionnaires et autres capitalistes pour qui, globalement, la « crise » économique est synonyme de bénéfices grandissants. Ce système capitaliste est socialement injuste et ravageur. Beaucoup le vivent ainsi, le dénoncent et parfois même se battent contre lui.

Dans l'édito de notre journal précédent, nous faisons la longue liste des mesures antisociales du gouvernement fédéral. Nous pourrions faire de même pour les gouvernements régionaux. Les quatre familles politiques belges (symbolisées par les couleurs bleu, rouge, orange et vert) ainsi que la N-VA participent toutes d'une manière ou d'une autre à l'un des gouvernements du pays. Ces partis ont tous garanti l'application des mesures d'austérité et/ou signé la 6ème réforme de l'Etat qui, dans le fond, n'est qu'une manière de faire passer une série de restrictions budgétaires sous un transfert de compétences. Après le pillage des fonds publics pour sauver trois banques principales en 2008, aucun de ces partis ne remet en cause le fait que l'Etat continue encore de payer une « dette publique » à ce même secteur financier. Au contraire, ils invoquent les difficultés budgétaires de l'Etat et les économies « inévitables » pour appliquer ces coupes budgétaires, ces privatisations, ces mesures d'exclusion envers

les chômeurs, etc. Face aux milliers de pertes d'emplois, aucun de ces partis n'est favorable à l'interdiction des licenciements ou à la nationalisation des entreprises qui ferment...

Ces partis, y compris ceux dit de « gauche », défendent les intérêts de la classe dominante et le maintien de ce système d'exploitation des travailleurs. La campagne électorale est encore en cours, et déjà ils spéculent sur les futures coalitions qu'ils pourront former, sur les postes et les portefeuilles qu'ils pourraient s'accaparer. Il est significatif de voir que, selon un sondage datant de mi-avril, seuls 38% des belges se disent « certainement » favorables à aller voter si le vote n'était pas obligatoire, les autres étant plus sceptiques ou certains de ne pas y aller (La Libre, 18/04).

Nous comprenons ce désintérêt pour les élections, mais nous insistons sur le fait que la politique ne se fait pas seulement le jour des élections, ni uniquement par des « politiciens » professionnels. Les questions éminemment politiques que l'on doit se poser, avant et après les élections, peuvent se résumer facilement. Que faire pour que les travailleurs et les plus pauvres ne paient pas la crise ? Comment organiser la société pour que la parole et les intérêts de la classe travailleuse soient pleinement représentés ? Par quel moyen mettre cela en œuvre ?

C'est en ce sens que, dans cette campagne électorale, nous défendons pleinement le « programme anticapitaliste d'urgence » de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut (disponible sur notre site), qui a rompu publiquement avec le PS, Ecolo et leur politique d'austérité. Nous

appuyons le fait qu'une organisation syndicale se positionne dans le débat politique, qu'elle lance ce débat parmi les travailleurs et les plus défavorisés, afin que ceux-ci puissent se réapproprier les questions de société pour mieux (re)prendre leur avenir en main.

Face à ce système capitaliste d'exploitation et d'oppressions, nous sommes convaincus que seules la lutte collective et la construction d'un rapport de force face aux patrons et à leurs gouvernements peuvent faire pencher la balance de notre côté. Cela nécessite une volonté importante pour unifier, autour de leurs intérêts communs, les travailleurs et leurs luttes, celles des sans-papiers, des chômeurs, des pompiers, des infirmiers, des cheminots, des métallos... du Sud et du Nord du pays et, bien entendu, autant que possible au niveau européen, malgré les barrières que mettent trop souvent les structures syndicales et leurs directions.

Nous appelons les partis de gauche, à gauche du PS et d'Ecolo, et leurs députés éventuels, à joindre leurs forces sur des actions concrètes, après les élections, pour s'opposer au prochain gouvernement, quelque soit la coalition qui apparaîtra, pour s'opposer à l'avalanche d'austérité qui nous tombera dessus, pour contribuer à mobiliser les travailleurs, unifier leurs luttes et contrer les manœuvres de la bureaucratie syndicale, ainsi que pour mener ouvertement et démocratiquement un débat politique avec la population sur le projet de société que nous voulons, car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. ■

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

CARTON
ROUGE
POUR
LE PS

Ces élections se développent dans un contexte de crise économique et d'application de mesures d'austérité à l'échelle européenne : licenciements importants dans le privé comme dans le secteur public, gel des salaires, réforme du chômage, durcissement des politiques migratoires, lois répressives, réforme de l'Etat, privatisations, etc.

Cependant, la période de regain d'un mouvement des luttes qui a suivi la formation du gouvernement Di Rupo a été canalisée par la bureaucratie syndicale, notamment avec un plan de mobilisations stériles au printemps 2013. Il n'y a plus de mobilisation importante contre ces attaques de la bourgeoisie. Il existe aujourd'hui une atomisation de petites luttes qui ne se développent ni dans le temps ni au-delà d'une entreprise, et difficilement à l'échelle d'un secteur. La campagne électorale est une des raisons de cette accalmie, et il est clair que de nouvelles attaques structurelles suivront les élections.

En bref, des plans d'austérité ont été votés par ce gouvernement et ils vont continuer après les élections. Ces plans d'austérité ont pour but de faire payer la crise par les travailleurs et les populations les plus précaires, au grand bénéfice des banques et des grands patrons. Il nous faut, comme travailleurs, dire **STOP aux mesures d'austérité**. Il faut **voter contre les partis de la coalition sortante**, qui ont appliqué l'austérité contre les travailleurs, mais n'ont pas levé le petit doigt face aux banques, aux multinationales et au gros capital financier.

Un autre élément est qu'après deux ans à la tête d'un gouvernement qui applique des mesures d'austérité, il existe

Votons contre l'austérité, défendons le programme anticapitaliste proposé par la FGTB-Charleroi !

certaines éléments de crise au sein du PS. Il existe aussi quelques exemples de rupture d'une certaine base du PS, comme par exemple la FGTB-Charleroi. Dans ce cas, cela va plus loin que seulement un appel à rompre avec le PS.

Pour la première fois depuis bien longtemps, un secteur syndical rompt avec la social-démocratie et appelle à regrouper les forces de gauche dans un front, pour porter les revendications du monde syndical vers le politique. L'expérience est historique et à soutenir pleinement, car il s'agit d'une organisation de notre classe qui avance une orientation et un programme d'urgence anticapitaliste très correct, un programme qui met les partis de gauche face à leurs responsabilités et leurs éventuelles contradictions, et qui interpelle aussi l'ensemble des travailleurs par rapport à leur besoin de construire une alternative politique propre à notre classe.

Finalement, un autre aspect du panorama électoral est la percée du Parti du travail de Belgique (PTB). Les dernières élections communales avaient donné 52 élus au PTB dans l'ensemble du pays (Liège, Charleroi, Seraing, etc). Les prochaines élections fédérales et régionales pourraient placer plusieurs élus du PTB dans chacun des parlements (fédéral et régionaux).

« Les citoyens comprennent très clairement la différence entre le Parlement européen et ceux qui prennent les vraies décisions. »

Herman Van Rompuy
Süddeutsche Zeitung, 22.04.2014

Pour les partis de la bourgeoisie, l'objectif est de mieux se placer pour le jeu des chaises musicales qui suivra les élections, dans le but de constituer un gouvernement qui continuera l'attaque

frontale aux acquis sociaux avec les mesures d'austérité. L'objectif principal du prochain gouvernement sera de concrétiser les accords obtenus lors de la 6e réforme de l'Etat, c'est-à-dire de profiter de la régionalisation pour faire avancer les plans d'austérité dans les régions.

Pour la gauche, le débat a commencé plus tôt, car les syndicalistes de Charleroi l'ont interpellé sur la nécessité d'un « nouveau relais politique » et « la construction d'un Front de Gauche ». La constitution d'un comité de soutien, composé par des organisations de « la gauche », ouvrirait cette possibilité, mais malheureusement, les dirigeants de la FGTB-Charleroi ne se sont jamais proposés d'impulser eux-mêmes une telle initiative, laissant cela aux organisations politiques. Ses représentants n'envisagent pas de prendre la direction de ce processus politique : « *Nous nous occupons du syndical et vous du politique* ». Nous ne sommes pas de cet avis et nous l'avons fait savoir et expliqué lors des réunions du comité de soutien à Charleroi ; nous avons proposé la constitution d'une liste ouvrière, avec le soutien des partis de la gauche. Nous croyons que les travailleurs eux-mêmes doivent prendre part active dans la politique et défendre un programme anticapitaliste pour faire face au patronat et son gouvernement. Nous continuerons à défendre cette position.

Aujourd'hui, une certaine conception s'est installée dans l'ensemble de la gauche belge : l'idée qu'« *un élu de la gauche sera bénéfique pour toute la gauche et pour les travailleurs* ». Bien que nous dénoncions le parlement en tant qu'institution au service du patronat, nous ne sommes pas opposés à une participation au parlement. Ceci dit, du point de vue révolutionnaire, celle-ci doit être complètement subordonnée au développement des luttes en mettant tout en œuvre pour impul-

ser l'auto-organisation des travailleurs eux-mêmes.

On doit se poser la question de ce que feront les candidats, une fois élus. Seront-ils avec les travailleurs en lutte contre les plans d'austérité ou joueront-ils le jeu de faire croire qu'ils vont faire de la politique « autrement » ? Comment allons-nous les interpeller par rapport à leurs positions défendues au parlement ? Nous serons vigilants à exiger aux futurs députés du PTB-GO, de prendre une position de classe, de voter contre les mesures du gouvernement bourgeois et d'appuyer toutes les luttes des travailleurs dans une perspective de mobilisation et de construction du rapport du force.

Pour beaucoup de travailleurs, le vote pour le PTB, c'est le vote sanction contre le PS et Ecolo. Nous sommes d'accord et **nous invitons tous les travailleurs et toutes les personnes affectées par la crise à démontrer clairement par leur vote qu'ils sont contre les politiques appliquées par ce gouvernement depuis deux ans**, et contre les partis de la coalition, que ce soit au niveau fédéral ou au régional. Nous soutiendrons ce **vote sanction**. Mais il nous faut préciser mieux notre position par rapport à cela.

Depuis son « ouverture » en 2008, le PTB a une présence croissante dans l'appareil syndical, dirigeant plusieurs secteurs, mais ne mobilisant pas plus que ce que le mouvement lui impose. Fin 2013, ce parti a fait un accord préélectoral avec le Parti Communiste (PC) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), pour ensuite présenter, le mois de janvier, la liste PTB-GO (pour Gauche d'Ouverture), avec la participation et le soutien de personnalités politiques, académiques et autres. Le PTB se propose comme l'alternative au PS. Mais nous ne voyons pas cette organisation comme une réelle alternative, car, lors d'un entretien pour la revue *Ensemble*, ce parti, par voix de Raoul Hedebouw, se reconnaît comme « *un parti du courant social-démocrate, avec un vernis bien rouge* ».¹

Cette affirmation pourrait être prise comme un mot d'humour, mais dans ce

même entretien, le porte parole du PTB – qui oublie déjà le « GO » – explique que « *le PTB n'exclut pas a priori une participation à un gouvernement* ». Et il cite l'exemple de Borgerhout et revendique « *les fronts populaires dans l'histoire du mouvement ouvrier européen* ».

Nous ne pouvons pas comprendre comment le PTB se propose donc d'être une alternative pour la classe ouvrière et les travailleurs, alors qu'il serait d'accord de

programme anticapitaliste de la FGTB-Charleroi. Nous appelons donc à voter, bien que de manière critique, pour les militants qui le défendent explicitement, comme ceux de la LCR sur les listes du PTB-GO. Il ne s'agit pas d'affirmer que nous n'avons pas de désaccords avec le PTB-GO ou la LCR. Comme nous l'avons dit plus haut, nous combattons cette politique de « relais politique » qui considère les travailleurs comme des acteurs passifs en politique, qui doivent « *juste voter pour nous* ».

Une liste « Gauches Communes » se présente à Bruxelles, promue par le Parti socialiste de Lute (PSL) et le Parti Humaniste (PH), et nous ne nous opposons pas à leurs candidatures. Nous croyons que leur axe de campagne, contre l'austérité, est correct ; et leurs positions peuvent se retrouver dans le programme de la FGTB-Charleroi. Ces organisations participent également dans le comité de soutien de la FGTB-Charleroi et nous ne doutons pas de leur soutien à cette initiative. Nous espérons continuer les discussions avec ces camarades. Notre position est motivée par le fait que, pour ses élections, la défense et la diffusion du programme de la FGTB-Charleroi représente la position la plus progressiste parmi les travailleurs. Dans les organisations syndicales, il s'agit d'une réelle rupture avec la social-démocratie, malgré le fait que cette initiative soit encore marginale. Et il nous semble donc que la tâche de tous les révolutionnaires est de contribuer à sa construction et sa consolidation.

Il nous semble important de défendre et de diffuser ce programme, d'utiliser l'espace électoral pour populariser ces propositions parmi les travailleurs et la population en générale, et d'organiser des meetings pour appeler à construire une alternative pour notre classe et ainsi préparer les luttes à venir, contre l'austérité.

¹ Moureaux-Hedebouw : la crise, l'Europe, les élections, Revue Ensemble ! – N°82 - Mars 2014, p. 6-9.



gouverner avec le PS et autres Ecolo, justement ces partis de la bourgeoisie qui, à des niveaux de pouvoir différents, appliquent les politiques d'austérité et organisent les attaques contre notre classe. Le PTB va-t-il vraiment combattre ceux qui pourraient être ses possibles alliés ?

Le PTB, comme parti, passe sous silence le programme de la FGTB-Charleroi et ne le revendique pas, comme si cette dynamique était insignifiante pour le mouvement ouvrier ou même pour construire une alternative contre le PS et Ecolo.

Notre consigne de vote

Nous appelons à défendre dans les élections, et aussi après les élections, le

Droit à l'avortement : « **Mon corps, mon choix** », une lutte permanente en défense de la santé publique !

Le 30 avril, nous étions plus de 300 personnes à participer à la manifestation « pro-choix » et à revendiquer le droit à l'avortement libre et gratuit, en toute sécurité et reconnu par la sécurité sociale. Ce fut une belle activité, unissant plusieurs mouvements politiques, sociaux et quelques institutions féministes militantes. Cette manifestation visait à répondre à un autre cortège, organisé le même jour à quelques rues de là par des organisations « pro-vie » qui prétendent vouloir supprimer le droit à l'avortement.

En fin de parcours, l'axe principale des personnes qui prirent la parole fut centré sur la dénonciation des plans d'austérité dans toute l'Union européenne, avec leurs lots de mesures contre les travailleurs et, en particulier, contre les femmes. Citons les baisses de remboursement de certains médicaments et soins médicaux ainsi que la diminution des allocations sociales et familiales, qui représentent une attaque directe aux revenus des femmes. En effet, elles sont actuellement plus de 70 % des chômeurs co-habitants en Belgique. Il est temps de dire clairement qu'avec les fermetures d'entreprises, au bon gré des multinationales en quête de profit, les chômeuses sont

aujourd'hui des femmes privées d'emploi puisque le marché du travail n'offre quasi pas de jobs, hormis les précaires et mal payés.

En ce qui concerne le droit à l'avortement, celui-ci n'est pas directement attaqué aujourd'hui en Belgique. Cependant, il est important de réaffirmer qu'il s'agit d'un problème de santé publique qui doit être défendu comme tel. Ce n'est pas seulement le droit individuel qu'a chaque femme de contrôler son corps, mais bien un problème de société, un acte médical qui doit être reconnu comme étant couvert par la sécurité sociale pour que toutes puissent y avoir accès dans de bonnes conditions. Et c'est loin d'être le cas, même en Belgique ! Pensons seulement aux migrantes, aux femmes sans-papiers, qui ne peuvent prétendre à aucun remboursement médical et pour qui même l'aide médicale urgente devient inaccessible. Nous ne pouvons pas permettre que le droit à l'avortement ne soit autorisé qu'à celles qui en ont les moyens. Comme l'affirmait l'une des oratrices, de plus en plus de médecins refusent de travailler dans des planings familiaux, en invoquant leur « liberté de conscience » et en répondant ainsi aux pressions de leur ordre professionnel et de

l'idéologique bourgeoise et catholique bien pensante, en recrudescence.

Par ailleurs, les mouvements présents ont clairement exprimés leur solidarité avec les femmes et les mouvements en lutte dans d'autres pays d'Europe, comme l'Espagne, où la récente « Loi Gallardón » limite fortement (voire annule) le droit à l'avortement et son remboursement par la sécurité sociale.

A partir de ce bilan positif, nous appelons toutes les personnes qui ont participé à la manif pro-choix à participer également à la mobilisation du 11 mai contre la chasse aux chômeurs à Bruxelles. La lutte pour l'émancipation des femmes est aujourd'hui intrinsèquement liée à la lutte contre les mesures d'austérité, qui visent particulièrement les femmes. ■



Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort

A DIFFUSER

"Un front de Résistance à l'austérité ?" Soirée débat

La FGTB de Charleroi – Sud Hainaut a lancé un appel à un rassemblement à gauche du PS et d'Ecolo, basé sur un programme d'urgence anticapitaliste. Le 25 mai, les partis traditionnels ne nous offrent qu'un choix entre l'austérité brutale et rapide et l'austérité graduelle et accompagnée. Qu'importe l'exacte composition des prochains gouvernements, ils lanceront une offensive contre les droits et les acquis de la majorité de la population, à tous les niveaux de pouvoir. Un front de Résistance à l'austérité avec liberté de débat et unité d'action peut-il voir le jour après les élections ?

L'ensemble des formations qui soutiennent l'appel de la FGTB de Charleroi et y participent sont invitées à prendre la parole lors de ce débat. (PSL, VEGA, PC, LCR, LCT, PH, PTB)

**Où ? Au café Garcia Lorca, à Bruxelles
mardi 20 mai à 20h**

Pour un pôle d'indépendance de

Le Premier mai est toujours d'actualité comme une journée internationale de lutte de la classe ouvrière et de tous les opprimés du monde, malgré toutes les tentatives de la bourgeoisie internationale et de la bureaucratie pour en effacer le sens.

C'est la date à laquelle nous, les travailleurs, nous nous souvenons des martyrs héroïques de Chicago, qui ont donné leur vie, il y a 128 ans, pour que la classe ouvrière puisse conquérir la journée de travail de huit heures. C'est un moment où nous fermons les poings et où nous rendons hommage à tous ceux qui sont morts dans les luttes ouvrières contre l'exploitation et l'oppression du capitalisme, ce qui nous donne plus de force pour faire face aux affrontements actuels.

Le Premier mai est synonyme d'organisation et de lutte ouvrières dans le monde entier. C'est la journée qui revendique la lutte des exploités contre leurs exploités de tous les pays ; une journée de lutte contre les gouvernements des patrons, contre la bureaucratie, en défense de l'indépendance politique de notre classe et de l'internationalisme prolétarien.

Ce sens profond du Premier mai est aujourd'hui plus pertinent que jamais.

En cette date, actuellement, la classe travailleuse et les opprimés du monde entier passent par une situation politique mondiale troublée plus que jamais depuis de nombreuses décennies.

Pour sortir de la crise structurelle où se trouve le système capitaliste mondial, les bourgeoisies nationales et l'impérialisme continuent à attaquer les droits historiques et le niveau de vie de la classe ouvrière et des peuples. Ils le font à travers des « plans d'austérité » très durs, dictés par l'impérialisme et appliqués par les différents gouvernements capitalistes.

Ces attaques, qui dans de nombreux cas sont combinées avec la difficulté croissante de l'appareil bureaucratique pour contenir l'action populaire, ont déclenché une explosion d'innombrables

luttes dans plusieurs pays et continents. Les peuples du monde ont décidé de ne pas marcher vers la dégradation et la barbarie sans combattre.

C'est cela la base sociale et politique d'une réalité internationale, qui est marquée par de grandes manifestations populaires, des grèves générales, des insurrections, des révolutions, des guerres civiles, des chutes de gouvernements et de régimes, etc.

Dans l'épicentre de cette effervescence mondiale se trouvent toujours les révolutions héroïques qui, avec des hauts et des bas, sont en cours dans la région stratégique de l'Afrique du Nord



et au Moyen-Orient. Dans cette partie du monde, la guerre civile en Syrie et les processus révolutionnaires en Egypte, en Libye et en Tunisie occupent le devant de la scène. En outre, le continent européen est toujours en ébullition, en particulier dans les pays du Sud (la Grèce, l'Espagne, le Portugal). Cette lutte de la classe ouvrière et des masses populaires européennes a augmenté d'un cran ces derniers mois avec l'explosion sociale déclenchée dans l'Est du continent, avec la révolution ukrainienne et les processus bulgares et bosniaques.

Il faut ajouter à cela l'instabilité croissante (économique et politique) qui commence à se manifester en Amérique latine, où réapparaissent, après plusieurs années, les manifestations populaires massives et les grèves générales (au Brésil, en Argentine, au Venezuela, au

Mexique, au Paraguay). Beaucoup d'entre elles font face à des gouvernements de collaboration de classes qui invoquent le soi-disant « socialisme du 21e siècle » et qui, dans la période précédente, avaient réussi à freiner la montée du début du 21e siècle.

Les révolutions dans le monde arabe, les luttes contre l'ajustement structurel en Europe, la révolution ukrainienne et le processus de manifestations et de grèves dans plusieurs pays d'Amérique latine montrent l'urgente nécessité de lutter pour que ce soit la classe ouvrière organisée qui intervienne avec ses méthodes traditionnelles de lutte et qui se mette à la tête de ces processus. Car c'est la seule classe qui peut maintenir une lutte conséquente contre le capitalisme impérialiste, offrant une solution révolutionnaire aux problèmes de l'humanité.

Unifier les luttes et construire un pôle d'indépendance de classe !

Dans ce contexte de crises et d'affrontements entre les classes, il n'y a pas de besoin plus urgent que celui d'unir toutes ces luttes dans chaque pays et dans le monde, pour vaincre la politique des capitalistes et de l'impérialisme de décharger la crise sur notre dos.

En ce Premier mai, il faut manifester la solidarité inconditionnelle avec les processus de lutte en cours et soulever l'unité internationale nécessaire des travailleurs.

En Europe, par exemple, l'unité entre les travailleurs du continent est nécessaire pour vaincre l'Union européenne impérialiste et les plans de la « troïka ». La solidarité active à l'échelle internationale est également urgente, et elle serait décisive pour une victoire militaire du peuple syrien contre le dictateur Al Assad.

On peut dire la même chose pour chaque grande mobilisation, grève ou processus révolutionnaire qui a lieu dans le monde. Il est essentiel de reprendre et de faire progresser la conscience internationaliste de notre classe, qui était

classe contre les attaques du capital !

une caractéristique de l'émergence elle-même du mouvement ouvrier.

Pour atteindre cet objectif, les directions syndicales et les partis traditionnels de la classe ouvrière sont le principal obstacle ; ils sont entièrement alignés sur les gouvernements et les exploités et refusent de promouvoir des plans de lutte unifiés et une journée mondiale contre l'ajustement des banquiers, des multinationales et de leurs gouvernements.

Il est donc essentiel d'exiger à partir de la base que ces directions rompent leurs accords avec les gouvernements et les bourgeoisies nationales et proposent toutes sortes d'actions unitaires autour des demandes les plus ressenties de la classe ouvrière et du peuple.

Mais cet appel n'est pas suffisant. En même temps que nous exigeons des anciens dirigeants un appel à des luttes unifiées, nous devons aller de l'avant « d'en bas » dans la construction de nouvelles directions des travailleurs, avec indépendance de classe, démocratiques et combattives, pour se mettre à la tête des luttes.

La classe ouvrière doit avancer sur le chemin de la lutte pour son programme de classe, en restant indépendante par rapport à tous les gouvernements et toutes les variantes bourgeoises impliqués dans les processus politiques, et en restant en opposition à eux.

La construction de ce pôle d'indépendance de classe dans les processus est essentielle pour que les grandes manifestations et les révolutions ne soient pas interrompues ou détournées vers des issues bourgeoises. En ce sens, la classe ouvrière doit montrer la voie et fournir une solution claire à la crise économique et aux processus révolutionnaires en cours, en se mettant à la tête des autres secteurs exploités dans la lutte contre les gouvernements et leurs plans d'austérité.

Nous, de la LIT, nous parions sur cette issue ouvrière. Et nous sommes confrontés à cette tâche à partir d'un emplacement et d'une stratégie clairs : nous

sommes aux côtés des exploités et des opprimés, contre les exploités et les oppresseurs, dans la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Nous sommes donc avec les travailleurs, les jeunes et les peuples arabes contre leurs dictateurs, leurs bourgeoisies et l'impérialisme ; nous sommes avec le peuple syrien contre Assad ; nous sommes avec la classe ouvrière et le peuple égyptien contre la dictature militaire d'Al Sisi ; nous sommes à côté du peuple palestinien contre Israël ; nous sommes à côté du peuple ukrainien qui lutte pour son unité et son indépendance complète, contre l'opresseur



grand-russe et contre les plans de colonisation de l'impérialisme américain et européen ; nous sommes avec les travailleurs européens contre leurs gouvernements et contre l'Union européenne et la « troïka » ; nous sommes à côté des immigrants dans leur lutte pour obtenir de pleins droits politiques, syndicaux et du travail dans tous les pays ; nous sommes à côté des femmes, des jeunes, des Noirs, de tous ceux qui ont des préférences sexuelles différentes, et contre toutes les formes d'oppression, de discrimination et de persécution, dont ces secteurs souffrent dans le cadre du capitalisme.

La nécessité d'une direction révolutionnaire mondiale

Dans ce cadre, la LIT affirme également la nécessité brûlante de la construction d'une direction révolutionnaire

internationale, capable de promouvoir et d'unifier ces luttes et de les mener à leur victoire finale (la défaite complète de l'impérialisme).

La crise de la direction révolutionnaire, en tant que crise fondamentale de l'humanité, se révèle de façon spectaculaire dans chacun des processus révolutionnaires actuels. C'est donc « la mère de toutes les tâches » que la LIT propose à chacun des lutteurs ouvriers et populaires dans le monde. Pour nous, cette tâche se concrétise dans la reconstruction de la Quatrième Internationale et de ses partis révolutionnaires nationaux. C'est sur cette tâche que la LIT concentre tous ses efforts.

Dans le même temps, nous affirmons que la construction de cette direction révolutionnaire mondiale ne peut pas se faire sans une lutte politique et idéologique permanente contre toutes les directions bureaucratiques, conciliantes, de front populaire, nationalistes bourgeoises, réformistes et néo-réformistes, qui essaient de détourner la lutte des travailleurs et des masses dans des impasses et qui, avec toutes sortes d'arguments, capitulent devant l'impérialisme et les bourgeoisies nationales.

Nous, de la LIT-QI, nous continuerons à consacrer tous nos efforts pour construire « l'état major » international qui manque pour que les actions héroïques des peuples du monde obtiennent des victoires définitives.

En ce Premier mai, il est essentiel que toutes ces luttes et ces révolutions soient représentées, et que nous frappions ensemble, comme parties d'une même classe. Il est temps d'affirmer, avec plus de conviction que jamais, que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». ■

Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale
Secrétariat international
28 avril 2014

Mobilisation syndicale contre l'austérité

A l'occasion du meeting et des actions de blocage de rues et de carrefours bruxellois par l'Alliance D19-20,¹ le 19 et le 20 décembre, nous avons interviewé deux déléguées syndicales, membres de la CGSP-ALR de Bruxelles, qui font partie de l'Alliance. Dans cet entretien, elles parlent de la mobilisation qu'elles ont faite sur leur lieu de travail et elles nous donnent leur vision du syndicat. Elles parlent de leurs expériences et elles donnent des pistes d'actions pour une pratique syndicale combative.

PI - On dit que « le syndicat, c'est nous ». Cette idée est-elle difficile à faire passer parmi les travailleurs ? Comment pensez-vous que l'on peut faire avancer les choses dans ce sens ?

M - Pour beaucoup de gens, le syndicat est encore un peu la mutuelle. Ce n'est pas le militantisme. C'est ça le problème parfois. On essaie toujours d'expliquer au départ : « Si tu viens au syndicat, ce n'est pas parce que toi tu as un problème. Non, c'est pour tous les problèmes, c'est la lutte collective... » Si tu ne remets pas cela en avant, alors tu as beaucoup de gens qui viennent en choisissant le meilleur syndicat pour défendre au mieux leur cas personnel. Je pense qu'au début, dans toutes les luttes, ça ne commence pas avec la grande foule qui sort et se bat. **Dans toutes les luttes, ça commence par un travail de fourmis, par des gens qui savaient ce qu'ils faisaient et pour quoi ils le faisaient et qui ont fait ce travail là. Entre délégués, ils ont créé des contacts, petit à petit, et ça, je trouve que c'est hyper important.** Chez nous, par exemple, Rudy Janssens (le secrétaire fédéral CGSP-ALR) est

vraiment ouvert aux formations solides, y compris à l'analyse politique et idéologique. J'ai vu des délégués changer complètement, avancer et réfléchir. Il y a un délégué ouvrier qui a toujours été une grande gueule, au point que l'on lui dit parfois : « écoute, tais-toi un peu... » Et maintenant, quand il prend la parole, je suis émerveillée et je me dis que c'est extraordinaire, car il a été formé. Il le dit d'ailleurs lui-même : « Je me suis formé, je ne connaissais pas tout ça avant... » Tu as des délégués qui comprennent bien, mais qui ne savent pas nécessairement l'expliquer. Par contre, le délégué ouvrier dont je parlais, lui, à l'assemblée, il a pris la parole et il a vraiment expliqué ça, avec le poulet aux hormones et tout le bazar ! Et je me disais : « allez, chouette ». Lui, il le dit de manière très concrète, car c'est un ouvrier, et donc il est encore plus concret. Il explique encore mieux les choses. Et je crois que c'est toutes ces choses-là qui font que tu peux faire avancer les choses.

L'importance de la formation des délégués.

N - Moi j'aimerais insister sur les formations. On ne devient pas des experts du jour au lendemain. Les formations

syndicales sont très importantes, tout comme les formations utilitaires : comment mener une négociation, comment parler en public, de la loi sur la prévention, de 1996, par exemple. Tout cela, ce sont des formations très importantes, car c'est du quotidien pour les sections, pour les délégués. Mais en même temps, il ne faut pas négliger les formations idéologiques et politiques, parce que **le syndicat ne se limite pas aux négociations dans un bureau face au bourgmestre, ou à défendre un travailleur qui est sur le point d'être licencié par la commune. Il y a tout le travail idéologique, qui est tout aussi important – si pas plus important –, parce que c'est cette formation-là qui va faire prendre conscience au délégué de tout ce système, de toute cette problématique qui est systémique.** Et ça, j'ai l'impression que de temps en temps c'est négligé dans certaines centrales ou dans certains secteurs, ou relégué au second plan. Ce n'est pas toujours volontairement, mais c'est simplement parce qu'on est pris par le temps, parce qu'il y a urgence : « Demain, il y a le comité de prévention, après-demain il y a la négociation, et il faut que je fasse une assemblée, car il y a une grève... »



PI: Le côté négociation dans la fonction de délégué laisse-t-il du temps pour faire ce travail de terrain ?

N- Oui et non. Pour moi, qui suis déléguée depuis peu de temps, le travail de négociation est encore difficile. Car ça parle de textes légaux, ça parle de statuts, etc.

Et ce que je veux ajouter aussi, c'est qu'en théorie, avant toute négociation, on est censé rassembler le personnel et demander quel est le mandat qu'ils nous donnent en tant que délégué, en tant que représentant du personnel. Parfois on le fait, sur certaines choses très importantes, mais sinon, la plupart du temps, il y a urgence et l'on n'a pas le choix. La plupart du temps, l'employeur nous donne la date de la négociation dix jours à l'avance, avec l'ordre du jour, parfois avec des explications, et parfois sans elles. Donc, même avec toute la bonne volonté démocratique qui nous anime, c'est parfois très compliqué, en temps et en énergie, d'organiser tout cela.

PI: Comment pensez-vous que l'on peut motiver les travailleurs pour aller à des actions, comme vous l'avez fait pour le D19-20 ?

M- C'est vraiment important que les délégués aillent vers les travailleurs. Cela peut se faire de différentes façons, mais, pour moi, le mieux, c'est de le faire par les contacts en direct, même si tu peux le faire par mail, pour ceux qui en ont un. C'est quand même quand ils se retrouvent ensemble, quand tu crées des assemblées, que d'autres travailleurs entendent ceux qui réagissent, surtout s'il y a des réactions. Il y a alors une sorte d'émulation. Je pense que c'est important, les assemblées d'affiliés ou du personnel. Chez nous, l'assemblée du personnel, c'est tout simple. On avertit tout le personnel, ils viennent, et là on explique et on leur donne la parole en réaction. Et dans les assemblées des affiliés, quand on doit éventuellement passer au vote pour certaines choses, on essaye toujours qu'il y ait des intervenants extérieurs sur un problème plus idéologique, avec une portée liée à ce qui se passe au niveau de la société, pour qu'il y ait

des liens qui se fassent avec l'extérieur. C'est important, et après, ils sont toujours contents, mais sur le coup, ils ont peur de ne pas avoir le temps.

Y a-t-il « incompréhension » entre la base et la hiérarchie syndicale ?

Par rapport à l'effort de mobilisation, au niveau local, il faut continuer la mobilisation par les délégués dans les sections, dans les administrations et les lieux de travail, etc. Mais aussi au niveau de la hiérarchie de la FGTB où, là, c'était un peu une incompréhension, pour le 19 décembre. Que s'est-il passé ? Pourquoi n'ont-ils pas voulu participer ? Pourquoi n'ont-ils pas voulu nous soutenir ? On peut émettre des hypothèses. Il n'y avait ni la FGTB-Bruxelles, ni les métallos, etc. Il n'y avait que les ALR. Il n'y a pas eu un appel des autres centrales, ni



des autres secteurs de la CGSP. Oui, il y a bien eu quelques délégués par-ci par-là, mais il n'y a pas eu d'appel. C'est un peu à nous, les délégués, les militants de la base, à faire pression sur nos permanents, à nous faire entendre par la hiérarchie syndicale. Mais il faut faire de plus en plus pression sur eux, pour leur montrer que c'est nous qui faisons le syndicat. C'est nous, les affiliés, qui faisons le syndicat, avec les délégués de la base, et ce ne sont pas eux dans leurs bureaux qui vont décider ce que la FGTB doit faire ou ne pas faire. Il faut que ça cesse. Et le meilleur moyen pour cela, c'est de faire remonter cela en motions, en requêtes vers nos bureaux exécutifs, qui le relayeront eux-mêmes vers les bureaux fédéraux. Je pense qu'il est grand temps qu'on se préoccupe de la démocratie syndicale dans son entièreté, au niveau régional et au niveau fédéral. Nous, on essaye de créer de la solidarité au quotidien avec les travailleurs et entre délégués de différentes Centrales, entre différents secteurs. Alors, il faudrait que la FGTB nous montre aussi

qu'ils peuvent unir les secteurs. C'est là aussi qu'ils peuvent agir en tant que hiérarchie syndicale, et ça, ils ne nous le montrent pas.

« Y'en a marre des promenades Youkaïdi Youkaïda »

M- Mais d'un autre côté, quand on appelle à l'action, quand on essaye de mobiliser, quand on dit « oui, on doit être nombreux... », le personnel nous dit : « oui, mais à la dernière action, on n'était pas très nombreux, parce qu'il n'y en avait pas beaucoup d'autres communes qui étaient là ! » Car on dit toujours, si toutes les communes étaient ensemble... Et puis, ils arrivent à la manif et ils voient un petit groupe de 200 personnes alors qu'eux, ils sont déjà 20, et ils se disent : « Où sont les autres de Bruxelles ? » Alors, moi, ce que j'essaie de dire, c'est qu'on s'en fout qu'on soit nombreux ou pas, finalement. On doit essayer de tout faire pour être nombreux, mais même si l'on n'est pas nombreux, l'important, c'est notre détermination, c'est ce qu'on va dire. Y'en a marre des petites promenades « Youkaïdi, youkaïda » où, même quand on est des milliers, on ne fait pas passer

vraiment un message. Il y a des manifestations où les gens de la commune étaient venus, et l'on n'était pas nombreux, notamment au mois de juin, contre l'austérité. C'était une manif où l'on n'était pas très nombreux, mais elle était vraiment combative. Il y avait des mots d'ordre et les gens qui sont venus avec nous étaient vraiment très contents. Ils nous ont dit : « Pour une fois, on a dit des choses, c'était déterminé ! » Aujourd'hui, il y en avait 10 de chez nous, demain, il y en aura peut-être 15, et après demain, quand les gens auront plus de conscience, on sera peut-être beaucoup plus. A ce moment-là, ça changera peut-être. Car sinon, on se démotive. Mais c'est la détermination des délégués qui est importante. Si tous les délégués étaient réellement conscients de tous les enjeux de la société, et motivés, ils n'hésiteraient pas une seule seconde à venir. Donc c'est qu'ils ne sont pas assez conscients. ■

¹ www.d19-20.be

La Russie annexe la Crimée et le gouvernement de Kiev met le pays en pâture au FMI.

Après la signature de l'Accord d'association avec l'Union européenne, le gouvernement de Kiev vient d'annoncer ce 27 mars un « accord » avec le FMI pour un prêt de 18 milliards d'euros, en échange d'un lourd paquet de mesures impopulaires : augmentation de 50 % du prix du gaz et de l'électricité, licenciement de 20 % des fonctionnaires, augmentation des impôts pour la population.

Il s'agit du deuxième volet de la double agression contre le pays et la majorité travailleuse de sa population. Il y a, d'une part, l'oppression séculaire de la Russie sur l'Ukraine, culminant dans la réincorporation de la Crimée après une parodie de référendum sous occupation militaire. D'autre part, l'impérialisme – les Etats-Unis et l'Union européenne – commence le pillage du pays grâce à la collaboration de l'actuel gouvernement, soutenu par une poignée d'oligarques ukrainiens qui contrôlent l'exportation vers les marchés des pays impérialistes.

C'est dans ce contexte que s'ouvre une controverse : face au gouvernement réactionnaire de Kiev – composé d'une majorité de *Patrie*, le parti de droite de Ioulia Timochenko, avec des ministres du parti d'extrême droite *Svoboda* (liberté) et avec la participation de l'organisation fasciste *Pravy Sektor* (secteur droite) –, ne serait-il pas correct de défendre la séparation de la Crimée ? C'est l'avis d'une pléthore d'organisations staliniennes et du castro-chavisme, des alliés inconditionnels de Poutine, ainsi que de quelques malinformés qui ont pris l'initiative de défendre le « droit à l'autodétermination » des Russes en Crimée. Leurs allégations – que l'annexion de la Crimée est, en outre, une mesure contre les fascistes – sont démenties par le soutien explicite donné à Poutine par l'extrême droite du Front national de Le Pen et de la Lega Norte italienne.

Le problème est que l'on ne peut pas défendre les intérêts du peuple ukrainien en étant de connivence avec l'un

des deux secteurs en conflit, que ce soit l'impérialisme et ses représentants au gouvernement ukrainien actuel, ou Poutine, gendarme des intérêts de la bourgeoisie russe et l'un des pires bourreaux des nationalités opprimées dans le monde (Tchéchénie...).

L'Ukraine, un pays opprimé

Ceux qui défendent l'agression russe contre l'Ukraine ne voient que le caractère du gouvernement de Kiev : puisqu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois, réactionnaire et pro-impérialiste, nous devons défendre « l'autodétermination » des Russes en Crimée. De cette façon, l'attaque d'un pays par Poutine devient un acte de résistance à l'impérialisme. Mais ils laissent de côté le fait le plus important : il y a un pays oppresseur et un pays opprimé. L'Ukraine, jadis soumise à l'oppression tsariste, puis à la barbarie stalinienne et par la suite à celle du nazisme lors de l'occupation dans la Seconde Guerre mondiale, n'est pas pour autant



devenu un pays indépendant après la dissolution de l'URSS.

La base objective, qui explique la montée du nationalisme en Ukraine lors des élections législatives de 2012 (où *Svoboda* a obtenu 12 % des voix), est le résultat de siècles d'oppression russe, comme l'a expliqué Trotsky en 1939 : « *La bureaucratie a aussi étranglé et pillé le peuple de la Grande Russie. Mais dans le cas de l'Ukraine, les choses se sont compliquées encore davantage par l'étouffement des espoirs nationaux. Nulle part ailleurs, les restrictions, les purges, les répressions et, en général, toutes les formes de tromperie bureaucratique n'ont atteint des dimensions aussi criminelles qu'en Ukraine, dans le but d'essayer d'effacer les aspirations puissantes pour davantage de liberté et d'indépendance, enracinées profondément dans les masses. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique est devenue une division administrative et une base militaire de l'URSS* ».¹

A l'oppression nationale et l'assassinat de millions de personnes, lors de la « collectivisation forcée » de Staline, s'est ajoutée, entre autres atrocités, cette destruction des aspirations de liberté et d'indépendance enracinées dans les masses. Après la fin de l'URSS, la nouvelle bourgeoisie des « oligarques » s'est constituée sur la base du pillage des biens de l'Etat, en partenariat avec les oligarques russes, augmentant encore le sentiment de domination du pays. La diversité culturelle et linguistique du pays dans ses différentes régions a été utilisée comme un levier des courants « nationalistes » et russophiles. Mais le prolétariat doit ouvrir son propre chemin. L'indépendance de l'Ukraine ne viendra pas de la part d'un quelconque secteur de la bourgeoisie.

La voix de la classe travailleuse n'a pas encore été entendue

Qu'en est-il des besoins du prolétariat ukrainien et de la lutte pour l'indépendance du pays ? Dans un contexte complètement différent de l'actuel, ce problème a déjà été soulevé par le passé. Et l'on peut tirer des conclusions, pour le moment présent, de la façon dont Trotsky aborda la question en 1939. « *Aucune voix communiste ne*

s'est fait entendre quand le problème ukrainien s'est exacerbé, au début de cette année, dit-il, alors que, par contre, celles du clergé et des nazis ukrainiens sont très fortes. Cela signifie que l'avant-garde prolétarienne s'est vue dérober le mouvement national ukrainien. »²

Et aussi longtemps que la défense du pays se trouve entre les mains des oligarques, le nationalisme sera une arme dans les mains de la bourgeoisie et des fascistes pour écraser le prolétariat.

L'agression de Poutine contre l'Ukraine a renforcé tous les partis qui affirment que la Russie est le problème. Et le résultat est la division croissante du prolétariat et le renforcement de



l'extrême droite et des fascistes, alors que la tâche centrale à l'ordre du jour est la lutte contre le gouvernement de coalition, qui va mettre en œuvre toutes les mesures de pillage du pays, exigées par l'impérialisme.

La Russie n'a pas été attaquée par l'impérialisme. En mettant la main sur la Crimée, Poutine cherche à contrôler la péninsule et à maintenir, coûte que coûte, son influence sur l'Ukraine. Ce n'était qu'une première étape, qu'il combine avec des négociations avec l'impérialisme.

Ceux qui, dans ces circonstances, soutiennent l'appropriation de la Crimée par Poutine renforcent la politique de l'impérialisme, de conversion de l'Ukraine en une semi-colonie du tandem Etats-Unis – Allemagne. La campagne impérialiste en défense des droits territoriaux de l'Ukraine n'est qu'un écran de fumée. L'impérialisme ne prendra aucune mesure concrète pour inverser le cours des événements. Par contre, il profitera de l'occasion pour imposer, via le FMI, le paquet

de mesures contre les travailleurs. L'impérialisme ne défendra que ses propres intérêts, et la classe ouvrière ukrainienne, divisée et harcelée, se présente aujourd'hui comme une proie facile de la propagande chauvine.

A bas l'accord avec le FMI ! Non à l'augmentation du prix du gaz !

Les masses sont entrées dans la mêlée en plein milieu de la division entre oligarques ukrainiens, certains en association avec l'impérialisme, d'autres en restant collé à la Russie. Le dilemme des oligarques se trouvait au sein même du gouvernement d'Ianoukovitch qui, avant de refuser la signature de l'accord avec l'UE, a fait pendant des mois une forte campagne pour le signer, comme si c'était le salut du pays. Finalement, son virage vers la Russie a mis le feu aux poudres de la protestation, quand la majorité de la population a compris que leurs vies n'allaient pas changer.

Mais les travailleurs n'avaient pas une direction et ne pouvaient pas en improviser une, et ainsi, la bourgeoisie a usurpé le résultat de la mobilisation et s'est emparée du gouvernement. Tels sont les faits, n'en déplaise aux sites web castrochavistes où abondent les théories exotiques.

Le mouvement est allé au-delà des intentions des partis à la recherche de l'usure du gouvernement pour en prendre la relève par voie électorale, comme en témoigne le fait que le pacte parrainé par le Département d'Etat des Etats-Unis et l'UE avec Poutine-Ianoukovitch pour des élections anticipées n'a duré que quelques heures. Actuellement, l'assassinat d'Alexandre Muzichko, leader du parti nazi *Pravy Sektor* (secteur de droite), indique que l'impérialisme veut se débarrasser d'alliés inconfortables, à un moment où il se prépare pour lancer une attaque en profondeur contre les travailleurs. La lutte contre les mesures du gouvernement nécessite l'unité des travailleurs de toute l'Ukraine, tenaillés entre l'impérialisme et Poutine. ■

Ricardo Ayala – 31.03.2014

1 L. Trotsky, *La question ukrainienne*. 22.04.1939.
2 L. Trotsky, *L'indépendance de l'Ukraine et la confusion sectaire*. 30.07.1939.

Travailleurs avec et sans emploi, unissons-nous contre la réforme du chômage !

Selon la FGTB, en janvier 2015, environ 30.000 chômeurs bénéficiant d'allocations d'insertion seront exclus. Ces personnes iront certainement frapper à la porte des CPAS pour demander le RIS. C'est donc un véritable bain de sang social qui s'annonce et qui intensifiera encore davantage la charge de travail pesant sur les travailleurs des CPAS, sans que ceux-ci obtiennent des moyens supplémentaires.

Les chômeurs sont soumis à une politique d'activation de leur comportement de recherche d'emploi. On nous fait croire que ce sont des profiteurs et des paresseux qu'il faut activer. On nous fait croire que les chômeurs sont responsables de leur situation, que c'est de leur faute s'ils n'ont pas de travail. Or, plusieurs enquêtes révèlent qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tous. Alors, pourquoi notre gouvernement a-t-il cette volonté acharnée d'activer les chômeurs, contribuant à entretenir les préjugés contre eux ? Ces préjugés servent les intérêts du patronat, à 2 niveaux.

D'une part, ces préjugés contre les chômeurs divisent la population, en dressant les travailleurs ayant un emploi contre ceux qui n'en ont pas. Ainsi, notre gouvernement et le patronat se protègent car cette

division nous empêche de développer une lutte unitaire contre les mesures d'austérité et contre la précarisation de nos conditions de travail. Si nous étions unis et solidaires, nous aurions la force de faire vaciller le

et du patronat de maintenir un pourcentage de chômage, puisque en réalité il n'y a pas assez d'emplois pour tous. Le chômage permet au patronat de disposer d'une réserve de main-d'œuvre flexible et bon marché pour faire pression sur les conditions de travail. Si un

travailleur proteste, l'employeur peut menacer de le licencier pour engager quelqu'un d'autre (un chômeur) à sa place. La peur de perdre son emploi pousse les travailleurs à accepter des conditions de travail de plus en plus précaires et difficiles. Ainsi, le patronat peut faire toujours plus de bénéfices, au détriment du bien-être des travailleurs.

La précarisation des conditions de travail engendrée par la politique d'activation touche notamment les bénéficiaires du CPAS engagés sous contrat article 60. Ce type de contrat est limité au nombre de jours de travail nécessaires pour que le bénéficiaire du CPAS obtienne les allocations de chômage. Loin de permettre aux bénéficiaires du CPAS de sortir de la pauvreté en décrochant un emploi stable et de qualité, le contrat art. 60 les maintient dans la précarité et les plongent dans le cercle vicieux de l'activation lorsqu'ils se retrouvent au chômage. ■



gouvernement. Il est fondamental que les organisations syndicales organisent des mobilisations unitaires pour lutter contre cette division.

D'autre part, la politique d'activation des chômeurs sert à nous cacher la volonté du gouvernement

Exigeons des syndicats qu'ils organisent une lutte unitaire de tous les travailleurs, avec et sans emploi !

NON à la précarisation des conditions de travail !

Pour un emploi de qualité pour tous, une seule solution :
réduction du temps de travail sans diminution de salaire
et avec embauche compensatoire !

Luttons ensemble pour défendre notre sécurité sociale !

Tous à la Marche - dimanche 11 mai - 14 h devant l'ONEM
Place Marcel Broodthaers, 4 - 1060 Bruxelles